



Quand la rigueur est en vigueur : APL de 2 500 euros par mois ...

En ces temps obscurs de grande récession, de crise économique, sociale, politique et démocratique, la France d'en bas, celle qui travaille toujours plus pour gagner toujours moins accomplit un régime obligatoire de serrage de ceinture ! Et les fonctionnaires, ceux-là même que l'on traite de nantis sont particulièrement visés et vissés !

Alors que, que nous, salariés de l'administration pénitentiaire, avons dû nous battre durement, il y a quelques mois, pour récupérer l'argent que l'administration nous devait (heures supplémentaires et primes), alors que nous vivons une crise sociale et économique comme tous les salariés en France pour cause de restriction budgétaire jamais vu, le gouvernement trouve toujours assez d'argent pour donner des aides, via des primes spéciales, à certaines personnes !

En effet, 2 500 euros par mois, ou 30 000 euros par an, telle est la prime d'aide au logement accordée par le nouveau ministère de la justice, social et de la solidarité, au directeur de l'administration pénitentiaire, pour une concession de logement (à Versailles) pour « nécessité absolue de service ».

Pendant ce temps, de nombreux fonctionnaires ou contractuels de l'administration pénitentiaire vivent en situation précaire, sans parfois même de logement personnel....

Quelle indécence ! Indécence, cynisme et immoralité d'un gouvernement qui prône et adopte la restriction pour les uns et les aides opulentes pour d'autres en ces temps de crise.

La CGT Pénitentiaire estime tout cela bien injuste, voire grossier et vulgaire !

Aussi, pour rétablir l'équilibre de la moralité, de la décence et parce que nous, fonctionnaires de l'administration pénitentiaire le « valons bien », **la CGT Pénitentiaire demande que tous les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire bénéficient de la même prime au logement que notre directeur, si celui-ci continue de percevoir la prime d'aide au logement, cette APL de luxe !**

Nous pourrions demander aussi la tenue d'Etats Généraux de la Justice et de la Pénitentiaire à l'instar des Etats Généraux du Football et demander au ministre des Sports d'aller discuter avec ses collègues sur l'indécence de certains choix budgétaires et politiques ! Peut-être, arrivera-t-elle, ici aussi, à les faire pleurer, les culpabiliser et les faire changer d'avis parce que des enfants les regardent et ont honte d'eux !

Montreuil, le 16 juillet 2010.